

Secrétariat du Comité des
parlementaires sur la
sécurité nationale et le
renseignement
Rapport sur les résultats
ministériels 2023-2024

L'honorable Karina Gould, leader du gouver-
nement à la Chambre des communes



Secrétariat du Comité des parlementaires
sur la sécurité nationale et le renseignement

Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la leader du gouvernement à la Chambre des communes, octobre 2024

Rapport sur les résultats ministériels, 2023-2024

ISSN 2561-9845

Catalogue CP100-2F-PDF

Rapport sur les résultats ministériels 2023-2024 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement : Aperçu

Un rapport des résultats ministériels présente les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le [Plan ministériel](#) connexe.

- [Vision, mission, raison d'être et contexte opérationnel](#)

Principales priorités

Les principales priorités pour 2023-2024 du Rapport sur les résultats ministériels du Secrétariat du CPSNR étaient les suivantes :

- soutenir la réalisation du rapport annuel de 2022 du Comité;
- soutenir la réalisation du Rapport spécial sur le mandat de la Police fédérale de la Gendarmerie royale du Canada;
- soutenir la réalisation du Rapport spécial sur l'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques du Canada;
- soutenir la réalisation d'un rapport spécial sur une activité de collecte de renseignement;
- fournir des documents de transition pour informer deux nouveaux membres du Comité et favoriser leur intégration;
- soutenir l'examen par le Comité des défis associés à l'interception légale des communications par le milieu de la sécurité et du renseignement;
- soutenir les délibérations du Comité sur son prochain cycle d'examen;
- soutenir la collaboration du Comité auprès des acteurs de l'appareil canadien de la sécurité nationale et du renseignement, de partenaires internationaux et d'autres intervenants (notamment des universitaires et des organisations non gouvernementales afin de l'aider à avoir une vision plus globale des problèmes auxquels fait face l'appareil);
- appuyer la collaboration du Comité avec le Parlement en vue de l'examen quinquennal de la Loi sur le CPSNR, comme l'exige la Loi sur le CPSNR.

Points saillants

En 2023-2024, les dépenses réelles totales (y compris les services internes) du Secrétariat du CPSNR s'élevaient à 3 029 255,00 \$ et le nombre total d'équivalents temps plein (y compris les services internes) était de 8,5. Pour obtenir des renseignements complets sur les dépenses totales et les ressources humaines du Secrétariat du CPSNR, consultez la section [Dépenses et ressources humaines](#) du rapport complet.

Voici un résumé des réalisations du Ministère en 2023-2024 selon son cadre ministériel des résultats approuvé. Un cadre ministériel des résultats comprend les responsabilités essentielles d'une organisation, les résultats qu'elle prévoit atteindre et les indicateurs de rendement qui mesurent les progrès vers ces résultats.

Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

Dépenses réelles : 2 068 361 \$

Ressources humaines réelles : 7,5

Résultats ministériels atteints

- Le rapport annuel du Comité a été soumis au premier ministre le 10 avril 2024.
- Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement dans la section « Résultats – ce que nous avons accompli » du rapport ministériel complet sur les résultats.

Rapport sur les résultats ministériels 2023-2024 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Sur cette page :

- [Message de la ministre](#)
- [Résultats : ce que nous avons accompli](#)
 - [Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [Faits saillants des états financiers](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Définitions](#)

Message de la ministre



L'honorable Karina Gould
Leader du gouvernement à la Chambre des communes

J'ai le plaisir de vous présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2023-2024 du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR). Le présent document résume les résultats du Secrétariat au cours de l'exercice financier précédent.

Depuis sa création en 2017, le Secrétariat a aidé le Comité à effectuer douze examens de l'appareil canadien de la sécurité nationale et du renseignement portant sur un large éventail d'organisations et de questions d'intérêt.

En 2023-2024, le Secrétariat a soutenu le Comité dans la réalisation de son rapport annuel de 2022, du Rapport spécial sur le mandat de la Police fédérale de la Gendarmerie royale du Canada, du Rapport spécial sur l'ingérence étrangère dans les processus et les institutions démocratiques du Canada et d'un examen sur une activité de collecte de renseignement. Le Secrétariat a poursuivi son travail sur l'examen continu du Comité de l'accès légal aux communications à des fins de sécurité et de renseignement.

Le Secrétariat a également informé les nouveaux membres du Comité de leurs rôles et responsabilités, ainsi que des travaux réalisés à ce jour, et a veillé à ce que les mesures de sécurité nécessaires soient prises.

Ce ne sont là que quelques faits saillants des réalisations du Secrétariat du CPSNR au cours de la dernière année. Je vous invite à vous renseigner davantage sur les résultats ministériels.

Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilités essentielles et services internes

- [Responsabilité essentielle 1](#) : Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement
- [Services internes](#)

Responsabilité essentielle 1 : Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

Dans cette section

- [Description](#)
- [Progrès réalisés par rapport aux résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats](#)
- [Priorités pangouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

La responsabilité essentielle du Secrétariat est de soutenir l'examen parlementaire des activités axées sur la sécurité nationale et le renseignement au Canada, contribuant ainsi à améliorer la transparence et la responsabilisation dans le contexte du cadre de sécurité nationale.

Progrès réalisés par rapport aux résultats

La présente section décrit en détail comment le Ministère a atteint les résultats et les cibles relatives à l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement. Les détails sont présentés par résultat ministériel.

Tableau 1 : Cibles et résultats relatifs à l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

Le tableau 1 présente un résumé des résultats visés et des résultats réels pour chaque indicateur associé aux résultats de l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement.

Améliorer la transparence et la responsabilisation dans le contexte du cadre de la sécurité nationale

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Le rapport annuel du Comité est remis au premier ministre au plus tard le 31 décembre de chaque année.	Le rapport annuel du Comité doit être remis au premier ministre au plus tard le 31 décembre. Ce rapport doit satisfaire aux exigences du paragraphe 21(1) de la Loi sur le CPSNR.	31 décembre 2023	Rapport présenté au premier ministre pour : 2021-2022 : 18 mai 2022 2022-2023 : 12 mai 2023 2023-2024 : 10 avril 2024
Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.			Le rapport était conforme aux exigences législatives.

Des renseignements supplémentaires sur [les résultats détaillés et le rendement](#) liés au répertoire des programmes du Secrétariat du CPSNR sont accessibles dans l'InfoBase du GC.

Détails sur les résultats

La section suivante décrit les résultats de l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement en 2023-2024 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel du Secrétariat du CPSNR pour l'exercice.

Améliorer la transparence et la responsabilisation dans le contexte du cadre de la sécurité nationale

Les résultats obtenus en 2023-2024 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel pour cet exercice ont été retardés en raison de l'incapacité de fournir un rapport complet le 31 décembre 2023.

Résultats atteints

- Le rapport annuel 2023 du Comité a été soumis au premier ministre le 10 avril 2024.
- Le rapport annuel du Comité est conforme aux exigences législatives.

Principaux risques

La Loi sur le CPSNR établit le droit d'accès du Comité à l'information détenue par le gouvernement et les limites de ce droit, y compris les renseignements qui constituent un renseignement confidentiel du Conseil privé du Roi pour le Canada. Dans des examens et des rapports annuels antérieurs, le Comité a soulevé un grave problème en ce qui concerne les allégations générales du gouvernement selon lesquelles il s'agit de documents ou de renseignements confidentiels du Cabinet. Le Comité a soulevé une préoccupation au sujet de la portée de la définition de renseignements confidentiels du Cabinet établie dans sa loi habilitante et énoncée au paragraphe 39(2) de la Loi sur la preuve au Canada. Il en va de même pour l'absence d'obligation pour les ministères d'indiquer au Comité combien de documents pertinents ne

peuvent être communiqués, lesquels et pour quelles raisons. Le Comité craint que cela nuise à sa capacité et à celle du Secrétariat de remplir correctement leurs mandats. Le Secrétariat a poursuivi ses discussions avec le Bureau du Conseil privé (BCP) pour atténuer ce risque.

De plus, le Comité est plus efficace lorsque son effectif complet de membres est en place. Les retards dans la nomination des membres qui ont démissionné donnent lieu à un risque que le Comité et son Secrétariat ne soient pas en mesure de mener et d'effectuer des examens en temps opportun. Deux autres membres se sont joints au Comité en 2023-2024.

Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats

Tableau 2 : Aperçu des ressources humaines prévues pour l'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement

Le tableau 2 présente un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) nécessaires pour atteindre les résultats.

Ressource	Prévues	Réels
Dépenses	2 868 986	2 068 361
Équivalents temps plein	9,0	7,5

Les renseignements exhaustifs sur les ressources [financières](#) et [humaines](#) liés au répertoire des programmes du Secrétariat du CPSNR sont accessibles dans l'InfoBase du GC.

Priorités pangouvernementales connexes

Analyse comparative entre les sexes plus

Le Secrétariat est composé de neuf équivalents temps plein qui ont des antécédents ainsi que des expériences et compétences professionnelles variés consistant en un ensemble approprié de compétences de recherche et d'analyse.

Répertoire des programmes

L'examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement est appuyé par le programme suivant :

- Examens

Services internes

Dans cette section

- [Description](#)
- [Progrès réalisés par rapport aux résultats](#)
- [Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats](#)
- [Contrats attribués à des entreprises autochtones](#)

Description

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations et exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- Services de gestion et de surveillance
- Services des communications
- Services juridiques

- Services de gestion des ressources humaines
- Services de gestion des finances
- Services de gestion de l'information
- Services de technologie de l'information
- Services de gestion des biens immobiliers
- Services de gestion du matériel
- Services de gestion des acquisitions

Progrès réalisés par rapport aux résultats

La présente section décrit en détail comment le Ministère a atteint les résultats et les cibles relatives aux services internes.

Le Secrétariat attribue les dépenses et les activités suivantes aux services internes, soit les protocoles d'entente avec le Bureau du Conseil privé pour les services ministériels, administratifs, de technologie de l'information et de soutien à la sécurité; le protocole d'entente avec le Centre de la sécurité des télécommunications pour les services de technologie de l'information et le conseiller juridique, ce qui est conforme à la pratique courante.

Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats

Tableau 3 : Ressources nécessaires à l'atteinte des résultats liés aux services internes cette année

Le tableau 3 présente un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) nécessaires pour atteindre les résultats.

Ressource	Prévues	Réels
Dépenses	784 906	960 895
Équivalents temps plein	3,0	2,0

Les [renseignements sur les ressources financières et humaines](#) liés au répertoire des programmes du Secrétariat du CPSNR sont accessibles dans l'InfoBase du GC.

Contrats attribués à des entreprises autochtones

Les ministères du gouvernement du Canada doivent atteindre l'objectif d'attribuer au moins 5 % de la valeur totale des contrats à des entreprises autochtones chaque année. Cet engagement sera complètement mis en œuvre d'ici la fin de l'exercice 2024-2025.

Le Secrétariat du CPSNR est une organisation visée par la phase 3; il vise à atteindre la cible minimale de 5 % d'ici la fin de 2024-2025.

Le Secrétariat continue d'examiner ses activités et ses contrats afin de déterminer où il pourrait améliorer les possibilités relatives aux entreprises autochtones. Par exemple, le Secrétariat a pris des mesures pour appuyer les entreprises autochtones dans l'achat de fournitures de bureau.

Dépenses et ressources humaines

Dans cette section

- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses réelles et prévues du Secrétariat de 2021-2022 à 2026-2027.

Résumé du rendement budgétaire

Tableau 4 : Dépenses réelles sur trois ans relatives aux responsabilités essentielles et aux services internes (en dollars)

Le tableau 4 présente le montant d'argent que le Secrétariat du CPSNR a dépensé au cours des trois dernières années pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et pour les services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses de 2023-2024	Autorisations totales pouvant être utilisées 2023-2024	Dépenses réelles sur trois ans (autorisations utilisées)
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 868 986	2 919 192	2021-2022 : 1 836 281 2022-2023 : 2 003 822 2023-2024 : 2 068 361
Total partiel	2 868 986	2 919 192	5 908 463
Services internes	784 906	965 704	2021-2022 : 861 721 2022-2023 : 847 557 2023-2024 : 960 895
Total	3 653 892	3 884 896	8 578 635

Analyse des dépenses des trois dernières années

Le profil de financement du Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement demeure relativement constant d'une année à l'autre. Les écarts d'une année à l'autre sont principalement attribuables à la réduction des coûts des réunions du Comité, à la réduction des déplacements et aux fluctuations de la dotation et de la composition du Comité.

D'autres renseignements financiers des années précédentes sont disponibles dans la [section Finances de l'InfoBase du GC](#).

Tableau 5 : Dépenses prévues sur trois ans relatives aux responsabilités essentielles et aux services internes (en dollars)

Le tableau 5 présente le montant d'argent que le Secrétariat du CPSNR prévoit dépenser au cours des trois prochaines années pour s'acquitter de ses principales responsabilités et pour les services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues pour 2024-2025	Dépenses prévues pour 2025-2026	Dépenses prévues pour 2026-2027
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 635 805	2 635 805	2 635 805
Total partiel	2 635 805	2 635 805	2 635 805
Services internes	1 084 795	1 084 795	1 084 795
Total	3 720 600	3 720 600	3 720 600

Analyse des dépenses des trois prochaines années

Le Secrétariat prévoit que ses dépenses demeureront relativement constantes au cours des prochaines années, mais il mentionne que les élections fédérales prévues en 2025 entraîneront une réduction des dépenses pour la période entre la dissolution du Comité actuel et la création du Comité suivant les élections, ce qui entraînera temporairement une réduction des dépenses salariales et d'accueil.

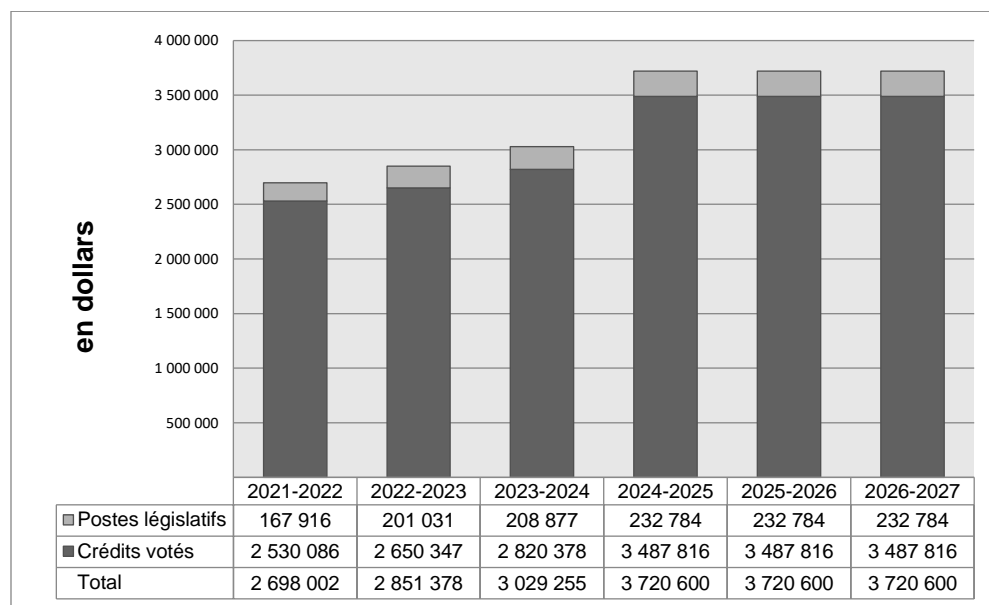
Des [renseignements financiers détaillés des années précédentes](#) sont disponibles à la section Finances de l'InfoBase du GC.

Financement

Cette section donne un aperçu du financement voté et législatif du Ministère pour ses responsabilités essentielles et pour les services internes. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les autorisations de financement, veuillez consulter [Budgets et dépenses du gouvernement du Canada](#).

Figure 1 : Financement approuvé (législatif et voté) sur une période de six ans

Le figure 1 résume le financement voté et législatif approuvé par le Ministère de 2021-2022 à 2026-2027.



Version texte du figure 1

Exercice	Total	Votées	Législatives
2021-22	2 698 002	2 530 086	167 916
2022-2023	2 851 378	2 650 347	201 031
2023-24	3 029 255	2 820 378	208 877
2024-25	3 720 600	3 487 816	232 784
2025-26	3 720 600	3 487 816	232 784
2026-27	3 720 600	3 487 816	232 784

Analyse du financement législatif et voté sur une période de six ans

Les dépenses des années précédentes ont été inférieures aux prévisions en raison, en grande partie, de l'adoption de mesures de santé en réponse à la pandémie, ce qui a donné lieu à la tenue d'un moins grand nombre de réunions par le Comité, ou dans certaines circonstances, à l'absence de réunions du Comité en raison du déclenchement d'élections fédérales.

En 2023-2024, les dépenses du Secrétariat ont augmenté par rapport à l'année précédente à mesure que les réunions du Comité reprenaient en personne, avec les coûts associés à l'accueil et à l'interprétation simultanée. Cependant, les dépenses ont été inférieures aux prévisions en raison de la réduction des déplacements et des écarts imprévus au niveau du personnel du Secrétariat et de la composition du Comité.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les dépenses votées et législatives du Secrétariat, veuillez consulter les [Comptes publics du Canada](#).

Faits saillants des états financiers

Les [états financiers complets](#) (non vérifiés ou vérifiés) du Secrétariat du CPSNR pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2024 sont disponibles en ligne.

Tableau 6 : État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024 (en dollars)
Le tableau 6 résume les dépenses et les revenus pour 2023-2024, nets des coûts de fonctionnement avant le financement et les transferts du gouvernement.

Renseignements financiers	Résultats réels pour 2023-2024	Résultats prévus pour 2023-2024	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Total des dépenses	3 277 969	3 818 493	(540 524)
Total des recettes	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 277 969	3 818 493	(540 524)

Écart entre les résultats prévus pour 2023-2024 et les résultats prévus pour 2023-2024 :

Le coût net réel des opérations du Ministère pour les activités poursuivies a été inférieur de 540 524 \$ aux résultats prévus. Cette réduction du coût est attribuable à la décision de ne pas procéder aux déplacements prévus et à la reconfiguration de l'horaire des réunions du Comité, ce qui a entraîné une diminution des coûts liés aux réunions (p. ex. interprétation simultanée, accueil).

L'information sur les résultats prévus pour 2023-2024 est fournie dans [l'État des résultats prospectif et notes 2023-2024](#) du Secrétariat du CPSNR.

Le tableau 7 résume les dépenses et les revenus réels nets du coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels pour 2023-2024	Résultats réels pour 2022-2023	Écart (2023-2024 moins 2022-2023)
Total des dépenses	3 277 969	3 070 449	207 520
Total des recettes	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 277 969	3 070 449	207 520

Écart entre les résultats réels pour 2022-2023 et les résultats réels pour 2023-2024 :

Le coût de fonctionnement net réel du Ministère avant le financement du gouvernement et les transferts pour 2023-2024 a augmenté de 207 520 \$ comparativement à 2022-2023. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation du personnel, principalement pour les dépenses salariales, ainsi que pour les services professionnels et spéciaux.

Tableau 8 : État de la situation financière condensé (non audité ou audité) au 31 mars 2024 (en dollars)
Le tableau 8 donne un bref aperçu du passif du Ministère (ce qu'il doit) et de l'actif (ce que le Ministère possède), ce qui aide à indiquer sa capacité d'exécuter des programmes et d'offrir des services.

Renseignements financiers	Exercice financier en cours (2023-2024)	Exercice financier précédent (2022-2023)	Écart (2023-2024 moins 2022-2023)
Total du passif net	439 904	362 557	77 347
Total des actifs financiers nets	295 961	249 656	46 305
Dette nette du Ministère	143 943	112 901	31 042
Total des actifs non financiers	6 626	7 722	(1 096)
Situation financière nette du Ministère	(137 317)	(105 179)	(32 138)

En 2023-2024, le passif net du Ministère a augmenté de 77 374 \$. Cette augmentation est principalement attribuable à une augmentation des salaires à payer.

Le total des actifs financiers et non financiers nets s'élevait à 302 587 \$, soit une augmentation de 45 209 \$ par rapport à 2022-2023. Cet écart est principalement attribuable à une diminution des créances sur les autres ministères.

L'information sur les résultats prévus pour 2023-2024 est fournie dans l'[État des résultats prospectif et notes pour 2023-2024](#) du Secrétariat du CPSNR.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du Ministère de 2021-2022 à 2026-2027.

Tableau 9 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 9 présente un résumé des ressources humaines, en ETP, pour les responsabilités essentielles du Secrétariat du CPSNR et ses services internes pour les trois exercices précédents.

Responsabilités essentielles et services internes	ETP réels pour 2021-2022	ETP réels pour 2022-2023	ETP réels pour 2023-2024
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	7,6	7,7	7,5
Total partiel	7,6	7,7	7,5
Services internes	0,9	1,0	1,0
Total	8,5	8,7	8,5

Analyse des ressources humaines au cours des trois dernières années

Au cours de l'exercice 2021-2022, le Secrétariat a fonctionné avec des postes vacants en raison du roulement régulier au sein de l'organisation. Le Secrétariat a également embauché une conseillère juridique à temps plein en juillet 2021 (services internes). Le Secrétariat a récemment mené d'autres processus de sélection pour s'assurer d'avoir un effectif complet de 10 équivalents temps plein en 2023-2024 et par la suite.

Tableau 10 : Résumé de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 10 présente de l'information sur les ressources humaines, en ETP, pour chacune des responsabilités essentielles du Secrétariat du CPSNR et ses services internes qui sont prévus pour les trois prochaines années. Les ressources humaines pour l'exercice financier en cours sont prévues en fonction de l'exercice en cours.

Responsabilités essentielles et services internes	ETP prévus pour 2024-2025	ETP prévus pour 2025-2026	ETP prévus pour 2026-2027
Examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	7,0	7,0	7,0
Total partiel	7,0	7,0	7,0
Services internes	3,0	3,0	3,0
Total	10,0	10,0	10,0

Analyse des ressources humaines pour les trois prochaines années

Le Secrétariat a récemment mené d'autres processus de sélection pour s'assurer d'avoir un effectif complet de 10 équivalents à temps plein en 2023-2024 et par la suite. Il procède actuellement à une analyse pour déterminer si cet effectif répond aux besoins opérationnels pour l'avenir.

Renseignements ministériels

Profil ministériel

Ministre tutelle : l'honorable Karina Gould, C.P., députée

Administratrice générale : Lisa-Marie Inman

Portefeuille ministériel : Bureau du Conseil privé

Loi habilitante : [Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement](#)

Année de constitution ou de création : 2017

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale : Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement
C.P. 8015, Succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 5A6

Courriel : Secretariat@nsicop-cpsnr.gc.ca

Site Web : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-comite-parlementaires-securite-nationale-renseignement.html>

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web du Secrétariat du CPSNR :

- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)
- [Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes](#)
- [Initiatives horizontales](#)
- [Financement pluriannuel initial](#)
- [Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable des Nations Unies](#)

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#). Ce rapport fournit aussi des renseignements détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

Définitions

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; paiements à des sociétés d'État.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut exercer une influence.

plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Plan ou projet sur lequel un ministère a choisi de concentrer ses efforts et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Plan ou projet sur lequel un ministère a choisi de concentrer ses efforts et dont il rendra compte au cours de la période de planification.

résultat ministériel (departmental result)

Conséquence ou résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative des progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles et les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport qui présente les réalisations réelles d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le Plan ministériel correspondant.

Équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne, divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

analyse comparative entre les sexes plus [ACS Plus] (gender-based analysis plus (GBA Plus))

Un outil analytique qui sert à élaborer des politiques, des programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs et à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur divers groupes de personnes – femmes, hommes et autres. L'ACS Plus est un processus visant à permettre de comprendre qui est touché par la question abordée par l'initiative; de déterminer comment l'initiative pourrait être adaptée pour répondre aux divers besoins des personnes les plus touchées; et d'anticiper et d'atténuer tout obstacle à l'accès à l'initiative ou à sa mise en œuvre. L'ACS Plus est une analyse intersectionnelle qui va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour prendre en compte d'autres facteurs, dont l'âge, l'incapacité, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la situation géographique (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2023-2024, les priorités pangouvernementales sont les thèmes généraux qui donnent un aperçu du programme du gouvernement dans le [discours du Trône du 23 novembre 2021](#) : bâtir un présent et un avenir plus sains, faire croître la croissance d'une économie plus résiliente, mener une action climatique audacieuse, travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires, défendre la diversité et l'inclusion, avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation et lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

dépenses non budgétaires- (non budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

rendement(performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait au Plan ministériel et au Rapport sur les résultats ministériels, montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

résultat (result)

Conséquence attribuable en partie à une organisation, une politique, un programme ou une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

entreprise autochtone(Indigenous business)

Organisation qui, aux fins de l'Annexe E : Procédures obligatoires pour les marchés attribués aux entreprises autochtones de la Directive sur la gestion de l'approvisionnement ainsi que de l'engagement du gouvernement du Canada d'attribuer obligatoirement chaque année au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones, correspond à la définition et aux exigences définies dans le [Répertoire des entreprises autochtones](#).

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit d'atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.